

ALLEMAGNE : ET APRÈS ... ?

UN LABORATOIRE EUROPÉEN

Quand Gerhard Schröder s'exprime, il a deux maîtres mots à la bouche : « cohésion sociale » et « modernisation ». Pour cet Allemand d'origine modeste, dont l'ascension sociale a été favorisée par le système social généreux de la RFA, la vieille Europe, socialement avancée, doit rester un modèle pour le monde. C'est même le sens profond, selon lui, de l'UE. Ce modèle doit cependant se défendre vigoureusement face à ceux, beaucoup plus libéraux et douloureux, que l'on voit s'appliquer des États-Unis à la Chine et à la Russie. Si l'État providence européen, ajoute Schröder, ne se modernise pas, ne remédie pas aux déficits croissants que provoquent le vieillissement de la population et les charges sociales de toutes sortes, il va rapidement perdre la bataille face à l'Asie. Chômage, délocalisations, perte de parts de marché, un cycle infernal ! (1)

Selon le chancelier des réformes, 80 % des Allemands ont voté pour des « changements avec mesure » aux élections du 18 septembre. Ils ont exclu les « partis des extrêmes » que sont le Parti de gauche (8,7 %, néo-communiste), aux promesses « illusoires », et le Parti libéral FDP (9,8 %), « le parti du démantèlement social brutal » à la Thatcher. Autrement dit, les autres partis ont compris ce « changement avec mesure » : le Parti social-démocrate, les Unions chrétiennes (CDU-CSU) de la chancelière Angela Merkel et les Verts.

Une majorité d'Allemands comprennent aujourd'hui qu'ils ne peuvent échapper aux coupes dans les systèmes sociaux, mais ils ne veulent pas qu'elles soient trop radicales, profondément attachés qu'ils sont à

une certaine qualité de vie. C'est une attitude un peu schizophrène, mais reflétant l'état des mentalités. Pour les Allemands, qui ont peur de l'avenir (2), la « grande coalition » qui tente de s'établir entre les chrétiens-démocrates et les sociaux-démocrates leur semble, tous comptes faits, promettre un bon équilibre entre des réformes susceptibles de stimuler l'économie et des mesures sociales atténuant les effets du capitalisme sauvage. Une étude d'opinion, publiée fin octobre, montre qu'une majorité d'Allemands soutient la volonté du futur gouvernement d'assainir la catastrophique situation financière du pays (3). L'hebdomadaire *Der Spiegel* donne des exemples de la maturité des Allemands : 73 % disent oui à la question : « peut-on réussir à redonner à l'Allemagne sa force économique passée grâce à la poursuite des réformes ? » (4).

L'Allemagne, réunifiée depuis quinze ans, est un microcosme des divisions et contradictions internes de l'Europe : d'un côté, il y a quelque 10 % d'Allemands (5) qui, principalement dans l'ex-RDA communiste, ne veulent aucune réforme de l'État providence et croient encore que, par les dépenses de l'État, on peut redresser la barre. Une vision typiquement ex-communiste. D'un autre côté, quelque 10 % d'ultra-libéraux sont convaincus qu'il faut une piqûre douloureuse qui secoue tout l'orga-

(1) « Il n'y a nulle part de meilleur endroit pour penser à l'avenir de l'Europe que depuis Shanghai », confie-t-il.

(2) Leur pessimisme profond se marque par la très faible natalité.

(3) 66 % appuient ainsi le démantèlement des subventions à l'industrie charbonnière de la Ruhr, 60 % acceptent qu'une allocation pour l'accession à la propriété privée soit supprimée.

(4) Mais à la question « pensez-vous que les retraites prévues par la loi suffiront dans l'avenir à maintenir le niveau de vie ? » 91 % des Allemands répondent non.

(5) Mélange de gauche radicale et de souverainistes.



nisme, le fasse suer, l'amaigrisse, le débarrasse de tout ce qui ne lui sert plus (le non rentable) pour faire fonctionner à nouveau la sacro-sainte loi du marché. La majorité se situe entre ces deux extrêmes.

Le Mur est-il vraiment resté dans les têtes, entre les *Ossis* (ceux de l'Est) et les *Wessis* (ceux de l'Ouest), comme on l'affirme? Ce thème est souvent revenu dans la campagne électorale, mais il ne correspond pas aux vœux d'une majorité d'Allemands. Une étude sur les consommateurs de l'Est et de l'Ouest montre un rapprochement entre leurs aspirations. En outre, les *Ossis* donnent priorité à certaines préoccupations qui ont été celles de l'Allemagne de l'Ouest d'après-guerre (6). L'Allemagne (7) est assez représentative de la crise de l'Europe actuelle, et de ce qui peut être tenté aujourd'hui entre les extrêmes de l'étatisme dirigiste et du capitalisme sauvage. Elle va être gouvernée par les deux principaux partis du pays, l'un « social à tendance libérale », l'autre « libéral à tendance sociale ». L'Allemagne sera donc un laboratoire d'expérimentation européenne, pour chaque réforme entreprise : quelle modernisation est nécessaire, quel filet social peut-il être maintenu sans réduire à zéro l'effort de modernisation ?

Il n'est pas sûr que l'Allemagne réussisse. En cas contraire, le modèle qui l'emportera à l'échelle de l'Europe sera celui des Britanniques, déjà imité par les pays de l'Est, qui a su résoudre le problème du chômage au prix d'une privatisation massive des services essentiels. Mais, en Allemagne comme en France, de très difficiles défis dépassent tous les clivages : les déficits en matière de démographie, de formation et d'éducation, de vieillissement des structures et des comportements devront être réglés, dans le respect des valeurs humanistes du Vieux continent.

Jean-Louis de la Vaissière

*Correspondant de l'Agence France-Presse
à Berlin*

SEMI-PARADOXES D'UNE DEMI-DÉFAITE

Cela fait seulement un an et demi, et pourtant cela semble être d'une autre époque. Le 14 mars 2003, Gerhard Schröder lançait son « Agenda 2010 » comme le plus grand projet de réformes de l'histoire de la République fédérale. Schröder et sa coalition Parti social-démocrate - Verts proposaient une réforme qui atténuait le social, une réforme dans le sens néoclassique du terme, à la Tony Blair.

Schröder était à l'époque en harmonie avec l'opinion publique. L'opposition conservatrice (CDU) et libérale (FDP) s'appliquait, elle, à surenchérir sur le gouvernement. Ceux qui, comme les syndicats, émettaient quelque inquiétude, ne furent guère écoutés par les médias ou alors rapidement estampillés comme éternels « sociaux romantiques ».

Depuis le 19 septembre 2005, le gouvernement et l'opposition sont face aux ruines de cette politique. « Le peuple est dissous, les politiques s'en choisissent un nouveau », titrait le quotidien alternatif de Berlin, *Tageszeitung*. Le résultat des élections est l'expression d'un fossé entre la majeure partie de la population et les élites politiques. Le mot « réforme », autrefois lié à la notion de progrès, est devenu pour beaucoup, surtout les plus simples, synonyme de remise en cause des acquis sociaux.

Le nombre de chômeurs en Allemagne est resté quasiment au même niveau qu'en 1998, au début du mandat de Gerhard Schröder... Il n'est pas étonnant que les deux grands partis y laissent des plumes. Gerhard Schröder a perdu les élections

(6) Un avenir sûr, l'indépendance financière, la performance.

(7) Par son fossé entre zones d'abondance et de dépression économique, par sa majorité acceptant à contre-cœur la réforme de l'État providence et sa minorité qui y résiste à n'importe quel prix.

législatives (8). Il n'a pas réussi à mobiliser les électeurs historiques du SPD qui, déçus, ont boudé les urnes ou qui ont donné leur voix au nouveau Parti de gauche (*Linkspartei*). Mais la CDU, qui était entrée en campagne sous la coupe d'Angela Merkel avec un programme clairement néolibéral, perd aussi des voix et arrive juste devant le SPD. Pour la première fois par contre, un parti pan-allemand (9), situé nettement plus à gauche que le SPD, va siéger au Bundestag, avec 54 députés. Le Parti de gauche (*Linkspartei*) est un rassemblement de socialistes du PDS (des *Länder* de l'Est) et d'activistes ouest-allemands de l'Alternative électorale pour le Travail et la Justice sociale (WASG), créé il y a seulement quelques mois, par des sociaux-démocrates déçus et des syndicalistes, pour protester contre l'Agenda 2010. Il est encore trop hétérogène et immature pour pouvoir occuper des responsabilités politiques.

Même au sein de la CDU, une discussion sur l'orientation politique future en matière sociale de marché et économique a commencé. Les partisans d'une économie sociale de marché traditionnelle, comme le nouveau ministre de l'Agriculture Horst Seehofer, vivent une renaissance. Il y a quelques mois encore, celui-ci était « persona non grata » à la CDU ; il peut désormais déclarer ouvertement que les réformes radicales ont échoué, et devenir ministre malgré tout.

Les opposants à l'Agenda 2010, qui réussissent maintenant à se faire entendre dans les médias, remettent en cause certaines des hypothèses fondamentales des réformes : comment se fait-il que les salaires soient « trop élevés » en Allemagne et que, dans le même temps, l'économie allemande soit celle qui exporte le plus au monde ? Il faut également questionner, après comparaison avec d'autres pays, le « poids » jugé excessif des taxes et des impôts ; au bout du compte, les recettes fiscales se situent en dessous de la moyenne européenne. Le point central de

l'Agenda 2010, la réforme du marché du travail, fait lui-même l'objet de critiques : à quoi servent toutes ces tracasseries et ces formations pour les chômeurs, quand il y a si peu d'offres d'emploi ?

Les menaces de coupes sociales ont renforcé la peur de l'avenir et ont conduit à un renoncement à la consommation. La faiblesse de la demande intérieure est une des raisons principales expliquant que l'économie allemande se remette moins vite de la conjoncture économique que beaucoup de pays voisins. Angela Merkel se trouve ainsi dans une situation stratégiquement délicate. Elle qui, il y a seulement quelques mois, était surnommée « Maggi Merkel » par la presse, en référence à Margaret Thatcher, est devenue la première femme chancelière de l'histoire allemande. Pourtant, aucune des idées forces de son programme de campagne ne sera mise en application. La baisse des impôts butte sur la situation du budget (10). Le SPD se refuse à tout allègement de la protection contre les licenciements abusifs. Les conceptions des deux partis sont trop éloignées pour qu'une transformation en profondeur du système de santé soit possible.

Il semble donc prévisible que la coalition des deux grands partis allemands se donne de nouvelles priorités, en particulier la réforme de la répartition des tâches entre l'État fédéral et les *Länder*, qui nécessite d'adopter au deux tiers, au Bundestag et au Bundesrat, des modifications à la Constitution allemande, la Loi fondamentale.

Udo Bünnagel

Chargé de mission pour les liaisons avec la politique fédérale, Land de Schleswig-Holstein (11)

(8) Auxquelles il avait été poussé, parce que son parti, depuis la proclamation de l'Agenda 2010, perdait un Land après l'autre au profit de l'opposition.

(9) Réunissant des Allemands de l'ancienne RDA et des Allemands de l'Ouest.

(10) SPD et CDU discutent d'une augmentation des impôts sur les plus fortunés et d'une augmentation de la TVA.

(11) Texte inédit traduit par Catherine Guichard.